



Rapport d'activité 2012 des services de l'État devant le Conseil général du Bas-Rhin

Séance plénière du Conseil général

lundi 23 septembre 2013

Hôtel du département



Sommaire

1. Soutien au développement économique durable et à l'emploi

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales
Écologie, développement et aménagement durables
Économie
Gestion des finances publiques
Politique des territoires
Recherche et enseignement supérieur
Relations avec les collectivités locales
Travail et emploi

▶ Page 5

2. Cohésion sociale et soutien à la citoyenneté

Culture
Enseignement scolaire
Santé
Solidarité, insertion et égalité des chances
Sport, jeunesse et vie associative
Ville et logement

▶ Page 27

3. Fonctions régaliennes

Administration générale et territoriale de l'État
Sécurité
Sécurité civile
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation
Immigration, asile et intégration
Justice
Contrôle et exploitation aériens

▶ Page 41

4. Réforme et modernisation de l'Etat

Administration territoriale de l'État

▶ Page 53



Rapport d'activité 2012 des services de l'État devant le Conseil général du Bas-Rhin

Partie 1 Soutien au développement économique durable et à l'emploi

**Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires
rurales**
Écologie, développement et aménagement durables
Économie
Gestion des finances publiques
Politique des territoires
Recherche et enseignement supérieur
Relations avec les collectivités locales
Travail et emploi



Principaux objectifs nationaux des politiques publiques en 2012

1. Soutien au développement économique durable et à l'emploi

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

- ▶ Développer et promouvoir la production agricole sous signes officiels de qualité
- ▶ Renforcer l'organisation économique et assurer la compétitivité des filières agricoles et agroalimentaires
- ▶ Concilier activités économiques et préservation des milieux
- ▶ Favoriser l'attractivité des territoires ruraux
- ▶ Mettre en oeuvre les politiques nationales et communautaires dans des conditions optimales de coût et de qualité de service

Écologie, développement et aménagement durables

- ▶ Développer la part des modes alternatifs à la route dans les déplacements des personnes et le transport des marchandises
- ▶ Limiter l'exposition aux risques technologiques et réduire l'impact des pollutions industrielles et agricoles sur les personnes, les biens et l'environnement
- ▶ Réduire l'impact des déchets et des produits sur les personnes, les biens et l'environnement
- ▶ Mobiliser les pouvoirs publics et la société civile en faveur du développement durable

Économie

- ▶ Renforcer l'efficacité des aides aux entreprises
- ▶ Traiter l'enquête de recensement dans les délais qui assurent la qualité

Gestion des finances publiques

- ▶ Réussir la fusion
- ▶ Rendre visible au citoyen la modernisation de l'Etat
- ▶ Augmenter la vitesse de passage en douane
- ▶ Développer et promouvoir l'adaptation des règles actuelles aux exigences d'une gestion modernisée des ressources humaines de la fonction publique

Politique des territoires

- ▶ Soutenir la compétitivité et l'attractivité des territoires
- ▶ Accompagner les mutations économiques et renforcer la cohésion sociale et territoriale
- ▶ Concevoir et piloter l'action publique en matière d'aménagement du territoire

Recherche et enseignement supérieur

- ▶ Répondre aux besoins de qualification supérieure
- ▶ Production scientifique des opérateurs du programme
- ▶ Participer activement à la construction de l'Europe de la recherche

Relations avec les collectivités locales

- ▶ Promouvoir les projets de développement local
- ▶ Assurer la péréquation des ressources entre collectivités

Travail et emploi

- ▶ Accompagner vers l'emploi les personnes les plus éloignées du marché du travail
- ▶ Faciliter l'insertion dans l'emploi par le développement de l'alternance, l'accès aux compétences-clefs et la validation des acquis de l'expérience
- ▶ Dynamiser la négociation collective et améliorer les conditions du dialogue social



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

1. Soutien au développement économique durable et à l'emploi

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

1/2

Agriculture

Le Bas-Rhin a connu une série de gel, prolongé depuis février, qui a très fortement endommagé les céréales d'hiver, les fraises et les pépinières, et remettant en cause le potentiel productif des arbres fruitiers (pommiers, poiriers, cerisiers et pruniers). Afin d'accompagner les structures en difficulté sur des productions non assurables, les procédures visant à faire reconnaître la situation en vue d'indemnisation, constitution d'un dossier de reconnaissance s'appuyant sur des missions d'expertise de terrain, réunion de comités dédiés. Ces actions ont permis d'aboutir à l'indemnisation de 21 producteurs pour un montant de 690 000€

Foncier agricole

L'unité foncier agricole, pour parfaire ses analyses, a également mis au point un outil d'atlas départemental des terres agricoles, permettant de mobiliser l'ensemble des informations connues sur les 180 000 Ha de surface agricole du département. Cet outil rend possible l'analyse de l'ensemble des documents d'urbanisme en cours de réalisation et donne les arguments nécessaires au service de l'aménagement durable des territoires pour faire diminuer les emprises sur les terres agricoles lors de la phase des personnes publiques associées

Politique agricole commune (PAC)

- **TELEPAC, outil de télédéclaration** : 59% des télédéclarants (+11 points par rapport à l'an dernier) dans le Bas-Rhin en parallèle de la dynamique nationale (68%), 87% de dossiers télédéclarés pour la Prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) qui enregistrait en 2011 déjà 71%. Parmi ces dossiers figurent l'aide aux ovins (95% en 2012 contre 35% en 2011) et l'aide aux caprins (82% en 2012 contre 36% en 2011)
- **Contrôle** : une zone de télédétection a été sélectionnée dans le département entraînant la réalisation de plus de 500 contrôles
- **Aides** : 4348 demandes d'aides déposées pour la campagne 2012 dont 2262 au titre de l'assurance récolte et 133 pour l'aide à la qualité du tabac, avec 1,7 millions d'euros devant l'assurance récolte (1,2 M€) et expliquant l'augmentation de 2,2% des versements du FEAGA dans le département (0,4% à l'échelle nationale). Un montant total versé au titre des aides directes dans le département s'élevant à 74,3 millions d'euros pour 2012 dont 65 millions d'aide découplée, 3,1 M€ pour les aides du 2d pilier (ICHN, MAE) et 2 M€ pour les aides animales

Principaux acteurs

DDT – Direction départementale des territoires du Bas-Rhin

DDPP – Direction départementale de la protection des populations du Bas-Rhin

DRAAF – Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

Avec le concours de ...

ONF – Office national des forêts / ONCFS – Office national de la chasse et de la faune sauvage



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

1. Soutien au développement économique durable et à l'emploi

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

2/2

Plan ECOPHYTO Alsace

- **DEPHY Ecophyto** : réduction de 30% de l'utilisation des pesticides d'ici 2015 sur 34 exploitations engagées dans le réseau Alsace
- **Certiphyto** (sécurisation de l'usage des produits phyto-pharmaceutiques) : 2 200 certificats dispensés en Alsace dont 1 700 aux agriculteurs et viticulteurs de la région, le reste concernant les prescripteurs et les conseillers

Forêt

- Examen par le Conseil d'État puis classement par décret du Kreuzwald (51 ha) comme forêt de protection
- Défrichements à Herbitzheim pour installer des éoliennes, et une carrière Wienerberger à Kesseldorf (65 ha après enquête publique)
- Première campagne de tir d'éradication de mouettes et de bernaches (114 spécimens prélevés)
- Contribution à la maîtrise des espèces animales exotiques envahissantes et à celles portant atteinte à l'équilibre des écosystèmes ou aux activités humaines

Projet Agro-environnemental Bruche-Villé

Renouvellement d'un Projet Agro-environnemental (PAE) de qualité pour une cinquantaine d'exploitants du Val de Villé et de la Vallée de la Haute-Bruche en 2012. Ce projet permet la préservation de la qualité environnementale des espaces agricoles de ce secteur (diversité biologique faunistique et floristique, préservation de landes d'altitudes, préservation des habitats particuliers notamment humides de fonds de vallée), contribuant à un maillage fonctionnel des milieux naturels dont les plus remarquables ont été identifiés au niveau des sites Natura 2000 «Val de Villé et Ried de la Schernetz» et « Champ Du Feu ». 24 demandes ont été suivies à partir de la réouverture du PAE, totalisant 760 ha dont 80% pour l'action en faveur des 'prairies fleuries' et 33 ha souscrits dans Natura 2000

Politique de l'alimentation

- **Enfants**
 - Près de 26 000 enfants profitent du programme «Un fruit pour la récré» dans les écoles, collèges et lycées, contre 21 000 en 2011
 - 2ème édition de « La Ferme en Ville » du 31 mai au 3 juin
- **Population en situation précaire**
 - Soutien du colloque national « Villes jardinées et initiatives citoyennes » pour développer les jardins solidaires
 - Soutien des ateliers « cuisine »
 - Soutien de la « route de la santé » promouvant une alimentation de qualité



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

1. Soutien au développement économique durable et à l'emploi

Écologie, développement et aménagement durables

Biodiversité

1/3

Biodiversité

● Natura 2000

L'année 2012 enregistre une hausse significative d'adhésion aux chartes Natura 2000 : 11 pour une superficie de 2195 ha soit 49% de surface en plus qu'en 2011. De plus, 12 sites Natura 2000 sur les 16 que compte le Bas-Rhin sont désormais en phase d'animation et de mise en œuvre des actions définies dans le cadre de leur Docob. La validation de ceux du canton de Villé et de la vallée de Sarre, de l'Albé et de l'Isch est prévue respectivement fin 2013 et courant 2014

● Hamster

- 2e Plan national d'action (PNA) en faveur du hamster validé en octobre 2012 afin de poursuivre l'action du plan Hamster 2007-2013.
- En 2011, on recensait 460 terriers de Hamsters. On compte plus de 9 000 ha de cultures favorables au hamster sous contrat
- Arrêté du 6 août relatif aux conditions dans lesquelles sont accordées les dérogations aux mesures de protection du hamster et arrêté du 31 octobre 2012 relatif à la protection de l'habitat du hamster renforçant les mises en œuvre du PNA 2012-2016

Chasse

Plus de 20% de la surface des dégâts causés par les sangliers rend inéluctable la poursuite du Plan National de Maîtrise de cette espèce et l'augmentation du plan de chasse 2012/2013 de 6% après négociation entre les principaux partenaires concernés

Principaux acteurs

DDT – Direction départementale des territoires du Bas-Rhin

DIR - Est – Direction interdépartementale des routes de l'Est

DREAL – Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace

Préfecture – Direction des collectivités locales – Bureau de l'environnement et des procédures publiques

ONCFS – Office national de la chasse et de la faune sauvage

Avec le concours de ...

SNS – Service de la navigation de Strasbourg

VNF – Direction interrégionale de Strasbourg de Voies navigables de France

ONEMA – Service départemental Bas-Rhin de l'office nationale de l'eau et des milieux aquatiques



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

1. Soutien au développement économique durable et à l'emploi

Écologie, développement et aménagement durables

Paysage et urbanisme

2/3

Planification

- Pilotage de la plate forme régionale du foncier en Alsace et de la consommation des espaces (PREFACE) mise en place en 2011 à l'initiative du Préfet de Région et du Président du Conseil régional.

L'année 2012 a vu se développer une lecture partagée des enjeux de la gestion économe des espaces en Alsace sur la base d'un diagnostic régional des principales dynamiques foncières en engageant des leviers d'action mobilisables. 3 séances du comité de pilotage et 2 ateliers d'expertises techniques ont été organisés la même année, ainsi que diverses réunions d'échange spécifiques avec le CG67 et le CG68, amenant à une importante mobilisation des élus (CGs, associations des maires, présidents de SCOT).

- La réduction par deux du rythme de consommation des espaces d'ici à 2020, espérée lors du COPIL de décembre, n'est envisageable qu'à plus long terme dans la mesure où les trois principaux leviers d'actions (localisation différenciée de la construction neuve / optimisation du foncier en extension / renouvellement urbain) n'induisent qu'une baisse potentielle du rythme de consommation de 15% d'ici à 2020 et de 37% s'il étaient actionnés de manière combinée.

- Représentation de l'État lors de l'élaboration ou révision des documents d'urbanisme communaux et supra-communaux : 4 SCOT approuvés, 163 POS/PLU en cours d'élaboration ou de révision par les collectivités ainsi que 8 cartes communales. Sera présenté prochainement aux élus le PAC stratégique pour le SCOT de l'Alsace Bossue

Droit des sols

- Entrée en vigueur de la taxe d'aménagement le 1er mars 2012, se substituant à la taxe locale d'équipements et chargeant un service unique (DDT) de son instruction auprès des redevables depuis juin 2012

- Évolution de la réglementation suite à la publication des décrets d'application de la loi Grenelle 2 concernant la surface, les lotissements et la correction de la réforme 2007. Elle s'applique à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme (permis de construire ou d'aménager, déclaration préalable), et qui changent la destination des locaux dans le cas des exploitations agricoles. Par ailleurs, elle remplace la taxe locale d'équipement (TLE), la taxe départementale des espaces naturels sensibles (TDENS) et la taxe pour le financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (TDCAUE)



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

1. Soutien au développement économique durable et à l'emploi

Écologie, développement et aménagement durables

Eau et prévention des risques

3/3

Eau

Instruction des dossiers de déclaration (278 dont 7 avec prescriptions) et d'autorisation (11) « loi sur l'eau » dans le cadre du Schéma départemental d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)

Concernant la politique de l'eau, la Mission Inter-Services de l'Eau et de la Nature (MISEN) lance en 2012 la révision du plan d'action opérationnel territorialisé (PAOT)

Risques naturels et hydrauliques

Le risque d'inondation concerne 62% des communes du Bas-Rhin, réparties sur 14 bassins versants et faisant de lui le risque naturel le plus important dans le département : à ce jour, 3 Plans de prévention du risque d'inondation (PPRi) ont été réalisés (Sarre, Zorn, Mossig), 5 prescrits (Moder, CUS, Bruche, Giessen à Sélestat et Giessen à Ebersheim) et 2 prochainement prescrits (Ill et Giessen amont)

Risques technologiques

- 536 établissements soumis au contrôle d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
- 90 mises en demeure portant sur le respect des prescriptions prévenant les atteintes environnementales et les risques technologiques sur 153 sites soumis à autorisation afin de maintenir un niveau de vigilance élevé
- Instruction de dossiers sensibles en termes de délai variant entre 7 et 8 mois (Mars Chocolat, Quartz de Haguenau, Sablières de Quartz de Hatten, SEW Usocom, Tereos Syral et Blue Paper)
- Approbation du Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) Rhône Gaz,
- Révision de la prescription des PPRT Reichstett, Lanxess et Butagaz
- Avancement du PPRT Port aux Pétroles

Entretien et exploitation du réseau routier

• Gestion et entretien de l'A35 de Lauterbourg à Saint Hippolyte, des Voies rapides urbaines (VRU) de Strasbourg (A351, A350, RN 353, R) et de la RN 59 de Châtenois à Sainte Marie-aux-Mines pour 13,7 M€.

• 2 dossiers de demandes de renouvellement des autorisations d'exploitation du tunnel de l'Étoile à Strasbourg et du tunnel de Schirmeck ont été soumis auprès de la Sous-commission départementale pour la sécurité des infrastructures et des systèmes de transport afin d'émettre un avis préalablement à l'autorisation préfectorale des tunnels routiers de plus de 300m



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

1. Soutien au développement économique durable et à l'emploi

Économie

Bilan économique

1/4

Conjoncture régionale

En 2012, l'emploi recule en Alsace, le taux de chômage atteignant 9,2 %, inférieur d'un point à celui de la France métropolitaine mais à un niveau jamais observé au cours des trente dernières années. L'intérim est le premier secteur touché tandis que le travail frontalier se maintient toujours. La création d'entreprises reste peu dynamique, la majorité se faisant sous le statut d'auto-entrepreneur pourtant resté à un point bas en Alsace depuis son instauration par rapport au niveau national. Après deux années de reprise, les échanges extérieurs se développent tandis que les chiffres d'affaires, tant au niveau de l'industrie (les prévisions d'investissement s'étant avérées trop optimistes) que de la construction, se contractent

Industrie

Chiffre d'affaires du secteur en baisse de 5%, accompagné par la baisse de 5,2% des exportations. La hausse de 1,5% du chiffre d'affaires de l'industrie agroalimentaire tempère tant bien que mal le recul parmi les autres secteurs : notamment dans la fabrication du matériel de transport (un repli de 28,3%). La diminution des investissements (de 14%) accompagne la diminution des effectifs en place, en tout premier lieu l'emploi intérimaire qui enregistre un recul de plus de 20%

Construction

Le BTP se stabilise malgré un recul de la rentabilité pour près de 4 entreprises sur 10 en 2011. La baisse de projets et de demande publique entraîne un recul du chiffre d'affaires tant pour le gros œuvre (-0,9%) que pour les travaux publics (-9,8%). Seul le second œuvre affiche une légère hausse d'activité de 2,8%. Ce contexte de faible visibilité explique une gestion serrée des effectifs et une diminution de 30,8% des dépenses d'investissement

Services

Le transport routier de marchandises affiche une hausse du chiffre d'affaires de 1,6%.
Les services informatiques ont progressé de 7,2%, chiffre supérieur aux prévisions.
L'emploi a progressé dans les services auxiliaires de transports, le nettoyage, les activités informatiques, les analyses techniques et l'ingénierie

Les principaux acteurs

DIRECCTE – Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Alsace

DRFiP – Direction régionale des finances publiques d'Alsace et du Bas-Rhin

DDPP – Direction départementale de la protection des populations du Bas-Rhin

BdF – Banque de France, succursale de Strasbourg

INSEE – Institut national de la statistique et des études économiques

	1er trimestre 2012	2e trimestre 2012	3e trimestre 2012	4e trimestre 2012
Emploi salarié	L'activité reste stable au premier trimestre (-0,1%) tout comme en France (+0,1%)	L'emploi connaît un repli de 0,2%. En France, premier recul de 0,1% L'industrie, la construction et l'intérim subissent une plus forte baisse des effectifs que les autres secteurs	L'emploi se maintient(-0,1%) Moindre progression de l'emploi transfrontalier	L'activité baisse au premier trimestre de 0,5%. En France, la baisse reste plus modérée, de 0,3% L'emploi dans l'industrie se stabilise tandis que l'intérim plonge (-9,6%) et que l'emploi salarié marchand non agricole diminue de 0,3%
Marché du travail	Le taux de chômage augmente (+0,3%) et s'établit à 8,3% dans le Bas-Rhin (à 8,7% en Alsace)	Le taux de chômage continue d'augmenter jusqu'à 8,4% dans le Bas-Rhin (8,8% en Alsace)	Le taux de chômage est de 8,5% dans le Bas-Rhin (8,9% en Alsace)	Nouvelle hausse du taux de chômage dans le Bas-Rhin (+0,3%) s'établissant à 8,8%, pour 9,2% en Alsace
Chômage	Le chômage de longue durée continue de s'accroître	La construction (+15%), et le commerce (+13%) sont les secteurs les plus touchés	Les emplois les plus touchés sont occupés le plus souvent par des hommes qui sont donc 6 000 chômeurs de plus (+13%) qu'en 2011, pour 3 000 femmes (+9%)	Niveau de chômage jamais observé depuis trente ans, néanmoins en-deçà du niveau national
Création d'entreprises	Le nombre d'entreprises créées augmente de 12,6% soit 3 650 nouvelles entreprises Regain de création dans la construction et les services aux particuliers	3 170 entreprises ont été créées soit une baisse de 6,5% accompagnant la baisse nationale de 5% Repli plus marqué pour les créations d'auto-entreprise (3,9%)	La création d'entreprises continue d'augmenter (+2,6%) donnant 3 300 nouvelles entreprises, au contraire du niveau national qui recule de 4,8% en raison d'une diminution du nombre d'auto-entreprises (-8,7%)	Repli de 8,5% du nombre d'entreprises créées (2 970) Baisse marquée pour les auto-entreprises (-9%) et pour les autres créations telles que la construction, les activités immobilières, l'hébergement et la restauration (-7,9%)



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

1. Soutien au développement économique durable et à l'emploi

Économie

Conjoncture régionale 2012

3/4

	1er trimestre 2012	2e trimestre 2012	3e trimestre 2012	4e trimestre 2012
Bâtiment	<p>Activité soutenue grâce à la poursuite des travaux engagés en 2011</p> <p>Recul des mises en chantiers : réaménagement du dispositif Scellier et mauvaises conditions climatiques</p>	<p>Hausse des mises en chantier de 18%</p> <p>Diminution de 3% des autorisations de construire et de 6,3% du nombre de logements commencés</p>	<p>10 887 mises en chantier soit une baisse de 5,9%</p> <p>Recul de 3,8% du nombre de permis de construire (14 433) encore plus marqué pour l'habitat collectif</p>	<p>13 516 permis de construire comptabilisés (-6,4%)</p> <p>Cela s'explique par une baisse pour l'habitat collectif de 25% sur un an</p>
Tourisme	<p>La fréquentation hôtelière progresse de 1,9% par rapport à 2011, même si elle reste inférieure au niveau national (+2,5%)</p> <p>Cette hausse profite au massif vosgien qui a su attirer aussi bien une clientèle française qu'étrangère. Le taux d'occupation des chambres s'inscrit à 43%</p>	<p>Le calendrier des jours fériés du mois de mai favorise l'activité hôtelière de 6%</p> <p>Le taux d'occupation s'élève à 59,3%. Un recul de 2% du nombre de nuitées s'explique par la baisse de la fréquentation des clients français, sauf pour l'agglomération strasbourgeoise (+1,8%)</p>	<p>Recul de la fréquentation de 2,6% plus marqué qu'au niveau national (-0,9%) mais hausse significative de la clientèle allemande (+14,5%)</p> <p>Le taux d'occupation atteint 64,2% soit 0,9 point de moins qu'un an auparavant</p>	<p>La fréquentation hôtelière dépasse 1,3% grâce au calendrier des vacances scolaires de novembre s'étalant sur 2 semaines et au succès croissant de Noël en Alsace (+3,8% de nuitées)</p> <p>Le taux d'occupation des cambres s'établit à 61,6%</p>



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

PRÉFET DU BAS-RHIN

Consommation et concurrence : contrôle et prévention

- Programme de Contrôle de la Première Mise sur le Marché (CPMM) et Plan de surveillance et de contrôle des denrées alimentaires et non alimentaires ainsi que traitement des alertes Rapid Alert System for Food and Feed (RASFF) et Rapex
- Opération Interministérielle Vacances visant à contrôler de façon ciblée, les sites et activités contribuant à l'activité touristique du département
- Contrôle des sites touristiques et des événements touristiques attractifs, notamment des marchés de Noël : participation à de nombreuses réunions avec la Géorgie pour l'information des différentes réglementations
- Maintien du bon état sanitaires des cheptels bas-rhinois

Directive Nationale d'Orientation

Adaptation locale des trois priorités nationales de la DGCCRF pour 2012 que sont la surveillance de l'ensemble des secteurs et des produits de consommation du marché, la détection des pratiques anticoncurrentielles et la protection du consommateur :

- 3173 visites d'entreprises pour 12077 thématiques de contrôle avec un taux d'anomalie de 21,7 % avec 257 dossiers contentieux
- 94,2 % de réponses apportées aux consommateurs dans les 10 jours.
- 2596 réclamations ou demandes de renseignements de consommateurs ou de professionnels par courriers-courriels, par téléphone ou lors de visites
 - 58 entreprises contrôlées selon la procédure approfondie du Contrôle de la Première Mise sur le Marché (CPMM)
 - 100% des abattoirs (2 pour animaux de boucherie et 5 pour volailles) conforme à la réglementation européenne
 - 160 inspections d'entreprises alimentaires agréées
 - 28 dossiers de toxi-infections alimentaires collectives et 46 d'alertes pour non-conformités sur produits alimentaires
 - 2508 certifications sanitaires pour l'exportation d'animaux ou de produits alimentaires
 - Suite à une forte demande de la profession, les contrôles de taxis ont été intensifiés en 2012.
 - Poursuite d'un plan triennal de contrôle renforcé dans le domaine des aires de jeux et des équipements sportifs

Données humaines DDPP du Bas-Rhin

ETP 2012	65,4	Effectif physique 2012	70
ETP 2011	68,4	Effectif physique 2011	73



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

1. Soutien au développement économique durable et à l'emploi

Gestion des finances publiques

1/2

Modernisation de l'action publique

- **Guichet fiscal unique** : le guichet fiscal unique des particuliers (12 services des impôts des particuliers et 25 trésoreries de proximité) a permis d'assurer un accueil physique pour plus de 235 000 usagers reçus
- **Référentiel Marianne** : les mesures réalisées en 2012 montrent une mobilisation pérenne des services engagés dans la mise en œuvre du référentiel Marianne et une attention particulière à l'accueil téléphonique. Au 31 décembre 2012, le référentiel est mis en œuvre dans l'ensemble du réseau de la DRFiP, à l'exception des postes spécialisés dans le Secteur Public Local (SPL) programmé pour 2013
- **Cadastre** : les travaux de numérisation et de vérification du plan cadastral pour l'ensemble des communes du département à l'exception de celles relevant du périmètre de la CUS son en phase d'achèvement. Le processus a été entamé par la signature d'une convention en mai 2012 avec les services de la CUS. M. Richert, président de la R2gion Alsace, a installé le 4 juillet 2012 un comité de pilotage pour la modernisation du cadastre d'Alsace-Moselle, associant les DRFiP du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, les principales agglomérations, les trois Conseils Généraux et les ordres professionnels concernés
- **Téléprocédures** : depuis le 1er octobre 2012, le recours aux téléprocédures TVA, au paiement de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur les salaires est devenu obligatoire pour les entreprises soumises à l'IS quel que soit le chiffre d'affaires. L'abaissement du seuil de recours aux téléprocédures a entraîné une forte augmentation du nombre de télédéclarants de TVA : ceux-ci sont passés de 17 961 en 2011 à 27 114 en 2012

Conseil auprès des collectivités territoriales

- Tenue de la comptabilité de 788 collectivités territoriales, 527 communes, 49 groupements à fiscalité propre, 33 établissements publics de santé et de 78 établissements sociaux et médico-sociaux, soit un total de 2 823 comptabilités, plus de 3 milliards d'euros de dépenses et 2,5 milliards d'euros de recettes pris en charge par les comptables du Bas-Rhin
- 2012 a été marqué par les travaux de présentation des études d'impact budgétaire et fiscal des projets de fusion des communautés de communes résultant du schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) donnant lieu à 140 simulations fiscales
- Suivi partagé avec la Préfecture des difficultés financières des collectivités locales figurant au « réseau alerte » avec rédaction de courriers co-signés ou organisation de réunions de sensibilisation des élus

Principaux acteurs

DRFiP – Direction régionale des finances publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin
DRDDI – Direction régionale des douanes et des droits indirects de Strasbourg



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

1. Soutien au développement économique durable et à l'emploi

Gestion des finances publiques

2/2

Soutien auprès des acteurs économiques

- En 2011, la Mission d'Expertise Économique et Financière (MEEF) a produit 4 rapports d'expertise approfondie et 2 rapports d'expertise rapide et ciblée. Le montant total des investissements expertisés s'élève à 158 M€. Les commanditaires en ont été le Centre hospitalier de Saverne, celui de Sélestat, la résidence universitaire d'Illkirch et le centre commercial du stade de Pointe-à-Pitre
- Le secrétariat de la commission des chefs de services financiers et des représentants des organismes de sécurité sociale et de l'assurance chômage (CCSF) a été fortement sollicité en 2012 : 54 saisines instruites (contre 39 en 2011) et 31 plans d'échelonnement accordés. Dans le cadre du soutien aux entreprises en difficulté, la DRFiP a mensuellement participé aux réunions de cellule de veille et d'alerte précoce ayant suivi la nomination du commissaire au redressement productif en juin 2012
- Dans le cadre de son activité de soutien au Préfet en matière économique et financière, la DRFiP a réalisé 45 contributions pour l'instruction des dossiers de demande d'aides publiques

Contrôle fiscal

- Les résultats du contrôle fiscal en 2012 se situent à un niveau tout à fait satisfaisant, enregistrant une progression pour la cinquième année consécutive. Les services de la DRFiP a procédé à 580 contrôles fiscaux externes pour un montant total de droits rappelés de 38,7M€ (contre 33M€ en 2011)
- Le plan de lutte contre les trafics illicites s'est traduit dans le département par :
 - la poursuite du dispositif « plan banlieue »
 - des partenariats s'exerçant au travers du Centre de Coopération Policière et Douanière (CCPD) de Kehl
 - des relations avec tous les partenaires externes, gendarmerie, police, justice, douanes, organismes sociaux ont été renforcées dans le cadre du Comité Départemental Anti-Fraude (CODAF) dont le secrétariat est assuré par la DRFiP
 - un montant de 2 011 637€ des sommes saisies au titre du manquement à l'obligation déclarative ou blanchiment par les services douaniers agissant dans le cadre du CODAF
- Plusieurs opérations de réorganisations s'inscrivant dans un schéma de renforcement des synergies des structures en charge du contrôle fiscal et de la gestion patrimoniale ont été menées en 2012



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

1. Soutien au développement économique durable et à l'emploi

Politique des territoires

Contrat de Projets État – Région

1/2

Contrat de projet 2007-2013

Le Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013, d'un montant de 1,035 Mds €, a été signé le 15 février 2007 entre l'Etat (341 M€), le Conseil Régional, les deux conseils généraux, la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS), la Communauté d'Agglomération de Mulhouse-Sud Alsace (M2A) et les villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar.

Deux avenants ont été élaborés à budget constant pour l'Etat en 2010 et 2011. Le premier, signé le 28 juillet 2010, concerne les opérations de construction universitaires situées dans le Bas-Rhin et tient compte des incidences de l'opération « Plan Campus », le second, signé par l'ensemble des co-financeurs, le 14 septembre 2011, est un avenant à mi-parcours de l'ensemble du CPER. Le montant global du CPER 2007-2013 après avenants s'élève à 1,021 Mds€ et à budget constant pour l'Etat

Le bilan prévisionnel à fin 2013 pour l'Etat et les Collectivités fait apparaître un taux d'exécution prévisionnel de 77,2 % (650 M€ d'AE) dont 79,1 % pour l'Etat (270 M€ AE). A fin 2013, seules 10 opérations n'auront pas été engagées par l'Etat, soit moins de 10 % de l'ensemble des opérations du CPER.

Les projets suivants sont situés dans le Bas-Rhin et financés par l'actuel CPER :

- Financement de plusieurs tranches du Transport en Site Propre Ouest de Strasbourg (TSPO)
- Adaptation de l'infrastructure ferroviaire structurante en vue de l'arrivée du TGV Est en Alsace par l'achèvement de la 3^{ème} voie d'Erstein, mise en service décembre 2009, et la réalisation d'aménagements de capacité, (travaux en cours),
- Modernisation de la Bibliothèque Nationale Universitaire de Strasbourg dont les travaux ont débuté en octobre 2010 et s'achèveront en 2014 (inauguration prévue en septembre),
- Restauration de la maison alsacienne achevée et mise aux normes des installations techniques du château du Haut-Koenigsbourg,
- Création du Musée Laliue (achevé),
- Travaux d'extension du Musée Unterlinden (débuté en juin 2012),
- Opération de reconversion de la carrière de St Nabor (en cours),
- De nombreux projets de recherche tels que « Imagerie et robotique médicale et chirurgicale à Strasbourg » qui ont permis le succès alsacien au PIA ou l'installation d'un nouveau Cyclotron (inauguration 18 octobre 2013),
- Rénovation de la cité universitaire Weiss à Neudorf,
- Requalification urbaine du quartier St Joseph à Haguenau et de Cronembourg à Strasbourg.

Contrat de projet 2014-2020

La prochaine contractualisation sera centrée sur la compétitivité et l'emploi et les premières discussions avec les collectivités participantes ont été engagées



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

1. Soutien au développement économique durable et à l'emploi

Politique des territoires

Programme d'Investissements d'Avenir en Alsace

2/2

Le Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) en Alsace

L'Alsace s'est bien adaptée aux exigences d'innovation et d'excellence demandées dans le Programme d'Investissements d'Avenir (PIA). Elle apparaît comme l'une des premières régions bénéficiaire du PIA, après l'Ile-de-France, en ce qui concerne le nombre de projets labellisés et la première en terme de projets et de montants financiers rapportés au nombre de chercheurs.

Les projets alsaciens lauréats et ceux concourant aux appels à projets en cours et à venir concernent pratiquement tous les secteurs inscrits au PIA (enseignement supérieur et recherche, économie, développement durable, formation, égalité des chances, numérique). Les jurys internationaux ont sélectionné 78 projets alsaciens ou impliquant directement l'Alsace.

L'Alsace s'illustre notamment dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la formation en alternance avec plus de 50 projets lauréats.

Parmi ces projets signalons plus particulièrement :



- **l'Initiative d'excellence « Unistra »** de l'Université de Strasbourg, classée 1^{ère} par le jury international et pour lequel une enveloppe de 750 M€ a été attribuée (LABEX inclus) ;
- **l'Institut Hospitalo-Universitaire « MIX-surg »** du Professeur Marescaux (67,3 M€), pour lequel les collectivités participent au volet immobilier à hauteur de 30 M€
- **la SATT « Conectus Alsace »** également placée en 1^{ère} position (36 M€)
- **la démarche Ecocité** de la Communauté Urbaine de Strasbourg et les 2 projets de Transports en Commun en Site Propre (le Bus à Haut Niveau de Service reliant la Gare centrale à l'Espace Européen de l'Entreprise et l'extension de la ligne de tramway A vers le centre d'Illkirch-Graffenstaden)

Le PIA s'est également engagé en faveur du développement et de la croissance des PME et Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI). A ce jour, 27 PME alsaciennes ont bénéficié de prêts verts et 44 contrats de développements participatifs ont été signés.

Recherche et enseignement supérieur



Plan Campus de Strasbourg

Le dossier Opération Campus de Strasbourg a été sélectionné en novembre 2008 parmi les six premiers campus retenus par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche : 24 opérations ont été identifiées dans la convention de site, qui a été signée le 21 février 2011.

L'Etat alloue au projet Opération Campus de Strasbourg une dotation non consommable de 375 M€ permettant un investissement proche de 200 M€. Les collectivités alsaciennes apportent des co-financements (Région 25 M€, CUS 25 M€, CG67 14,5 M€), ainsi que le Crous et le Cnous. En ajoutant les recettes futures, l'investissement total de l'opération sera proche de **344 M€**.

A ce jour, **30,1 M€ ont déjà été délégués** à l'Université de Strasbourg au titre des intérêts intermédiaires (2011, 2012 et 2013).

L'Opération Campus est maintenant entrée en phase de réalisation des travaux. Une dizaine de chantiers sont en cours ou sur le point de démarrer :

- **Projet engagé** : la première tranche du Campus vert (aménagement paysager et aire de stationnement) a été achevée à la fin de l'année 2012 et les importants travaux de la deuxième tranche commencent fin août 2013 pour une durée de 2 ans.
- **Projets à venir** :
 - rénovation de l'ensemble de la cité universitaire Paul Appel (budget : 6,5 M€)
 - création de la Maison Universitaire Internationale, dans le cadre de la restructuration et de l'extension de la tour « Seegmuller » (budget : 17 M€ dont 1,5 M€ Etat financés dans le cadre des intérêts intermédiaires 2013)
 - réhabilitation et l'extension partielle du « Pôle européen de Gestion et d'Economie » autour de l'Ecole de Management rénovée et agrandie (budget total de 21 M€, dont 7 M€ de l'Etat)





Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

1. Soutien au développement économique durable et à l'emploi

Relations avec les collectivités territoriales

Dotations d'équipement des territoires ruraux (DETR)

Le montant 2012 de la DETR a été de **8 899 989€**, soit une progression de +10% par rapport à 2011

- 517 communes étaient éligibles à cette dotation, dont 429 de moins de 2 000 habitants et 88 ayant entre 2 001 et 20 000 habitants et dont le potentiel financier est inférieur ou égal à 1 179 €
- 363 dossiers ont été déposés dont 318 par les communes et 45 par les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)
- 120 projets ont été retenus en application des critères de priorité définis par la commission des élus
- 19 projets structurants ont nécessité plus de 150 000€ de subvention, soit l'équivalent de 53% de l'enveloppe DETR (4 776 457€).

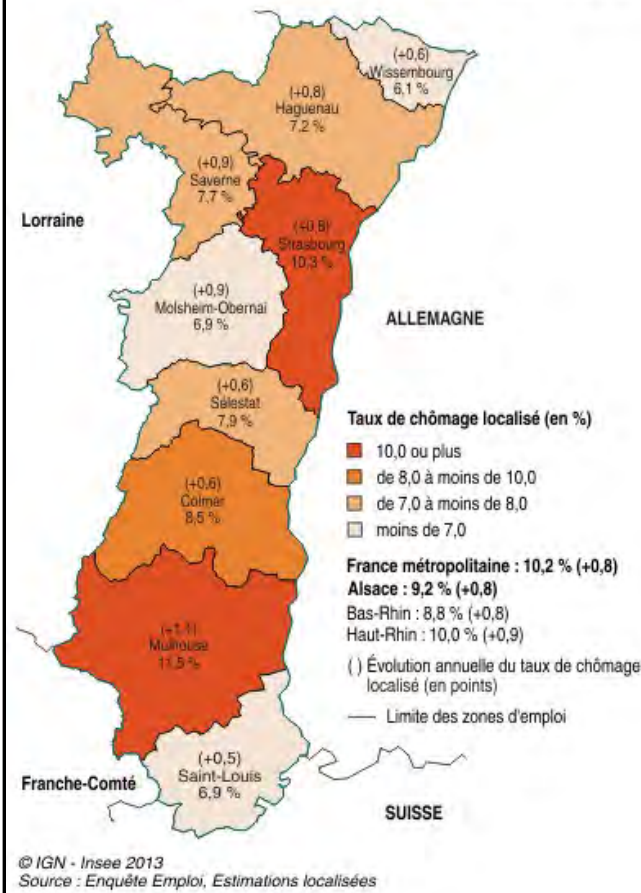
<i>DETR : Bilan 2012</i>	Dossiers ouverts	Dossiers soldés	Paiements effectués
DGE (2006-2010)	124	89	1 796 249€
DDR (2004, 2005, 2007-2010)	31	14	806 357€
DETR 2011	141	62	2 734 822€
DETR 2012	296	165	2 097 753€
TOTAL	592	330	7 435 181€

Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT)

Une opération a été engagée dans le cadre du contrat départemental « + de services publics au public » amenant la création de la Maison de services publics à Pfaffenhoffen (Communauté de Communes du Val de Moder) nécessitant une aide de 115 350€

<i>FNADT : Bilan 2012</i>	Dossiers ouverts	Dossiers soldés	Décisions nouvelles
FNADT national	12	3	1
FNADT Convention interrégionale du Massif des Vosges (CIMV)	11	3	3
TOTAL	23	6	4

Taux de chômage localisé par zone d'emploi au 4^e trimestre 2012



Taux de chômage

À la fin de l'année 2012, le taux de chômage en Alsace s'établit à 9,2 %, un niveau jamais observé au cours des trente dernières années. En hausse de 0,8 point par rapport à fin 2011, il reste néanmoins inférieur d'un point à celui de la France métropolitaine.

Dans le même temps, la montée du chômage a été plus forte en Lorraine (+0,9 point) et en Franche-Comté (+1,2 point).

Les deux départements alsaciens évoluent au même rythme : sur un an, la progression est de 0,8 point dans le Bas-Rhin et de 0,9 point dans le Haut-Rhin. En niveau, l'écart se maintient avec un taux de chômage toujours plus élevé dans le Haut-Rhin (10 %) que dans le Bas-Rhin (8,8 %).

Dans toutes les zones d'emploi, la situation du marché du travail s'est dégradée au cours de l'année 2012, à des degrés divers selon les caractéristiques de ces espaces.

Au nord de l'Alsace, la conjoncture économique, plutôt meilleure en Allemagne qu'en France, a été favorable à la zone d'emploi de Wissembourg. Sur un an, le taux de chômage n'y augmente que de 0,6 point pour atteindre 6,1 %. Dans le sud du Haut-Rhin, la zone d'emploi de Saint-Louis bénéficie du voisinage immédiat de la Suisse : le taux de chômage y est de 6,9 %, soit 0,5 point de plus qu'en décembre 2011.

En revanche, dans les zones d'emploi urbaines autour de Mulhouse et de Strasbourg, les taux de chômage sont à la fois élevés et en augmentation sensible : respectivement 11,5 % (+1,1 point) et 10,3 % (+0,8 point). Le taux de chômage s'est amplifié dans les zones d'emploi de Saverne et de Molsheim-Obernai, avec une tendance soutenue (+0,9 point) déjà observée en 2011.

Principaux acteurs

DIRECCTE/ UT67 – Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Alsace et son Unité territoriale du Bas-Rhin

Préfecture – Sous-préfets d'arrondissement

Avec le concours de ...

Pôle Emploi – Direction régionale Alsace



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

1. Soutien au développement économique durable et à l'emploi

Travail et emploi

Bilan 2012

2/4

Demande d'emploi

Le nombre d'inscrits à Pôle emploi fin 2012 en Alsace augmente pour les trois catégories de demandeurs d'emploi tenus d'effectuer une recherche d'emploi. En un an, 11 000 demandeurs d'emplois supplémentaires ont été enregistrés, dont près de 9 000 qui n'ont exercé aucune activité au cours du dernier mois (catégorie A). Pour l'ensemble, c'est 9,3 % de plus qu'en décembre 2011. Cette progression, légèrement plus élevée qu'en France métropolitaine (+8,6 %), est identique dans les deux départements alsaciens.

Fin décembre 2012, 88 600 personnes sont à la recherche d'un emploi en Alsace sans avoir travaillé au cours du dernier mois (catégorie A), soit une augmentation de 11 % en un an.

Le nombre des demandeurs d'emploi de cinquante ans ou plus a augmenté de 20 % pour les hommes et de 15 % pour les femmes. Le nombre des plus jeunes inscrits en catégorie A, après deux années de relative stabilité, dépasse l'effectif le plus élevé observé fin 2009 : les moins de 25 ans sont 16 000 à chercher un emploi en fin d'année 2012.

2012 est marquée par une hausse des inscriptions pour raison de fin de contrat à durée déterminée (+11 %) ou de fin de mission d'intérim (+15 %). Les variations sont plus fortes pour les hommes que pour les femmes. Les seniors hommes sont surtout concernés par les fins de mission, les hommes jeunes par les fins de contrat à durée déterminée.

Emploi salarié par secteur d'activité

Emploi salarié par secteur	Emploi salarié 4ème trim 2012 (en milliers)	Glissement annuel					Total
		Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Commerce	dont Intérim	
Bas-Rhin	298,9	-1,1 %	-2 %	-0,6 %	0,3 %	-10 %	-0,8 %
Haut-Rhin	171,9	-1,2 %	-0,7 %	-2,3 %	-0,3 %	-22,7 %	-1,8 %
Alsace	470,8	-1,1 %	-1,5 %	-1,2 %	0,1 %	-14,9 %	-1,2 %



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

1. Soutien au développement économique durable et à l'emploi

Travail et emploi

3/4

Emploi par secteur d'activité

L'emploi dans le secteur industriel s'est replié tout au long de l'année (-1,1 % cette année, soit 1 500 emplois salariés) : la baisse des effectifs amorcée dès le premier trimestre 2012 dans le Bas-Rhin (-0,1 %) s'est amplifiée au troisième (-0,8 %), compte tenu de licenciements intervenus dans les zones d'emploi de Sélestat et de Haguenau

Dans le Bas-Rhin, l'emploi intérimaire est resté proche du niveau de fin 2011 jusqu'en milieu d'année, puis a chuté au troisième trimestre (-11 %). Il recule en Alsace de 15 %, parallèlement à la baisse nationale de 11% en 2012

L'emploi progresse globalement de 0,3 % grâce à des recrutements dans le commerce de gros dans les zones d'emploi de Sélestat, de Haguenau et de Strasbourg. Les services financiers, l'hébergement-restauration et les services aux entreprises réduisent leurs effectifs. En revanche, l'emploi augmente dans le secteur de l'information et de la communication (+0,8 %) et les services aux ménages (+1,7 %)

Emploi transfrontalier

Une conjoncture moins favorable a limité l'embauche de frontaliers alsaciens pendant les trois premiers trimestres de l'année 2012. Si quelque 500 personnes de plus ont traversé quotidiennement la frontière entre le troisième trimestre 2011 et le troisième trimestre 2012, elles étaient près de 1 000 un an auparavant

Accompagnement des mutations économiques

L'activité partielle, principale alternative aux licenciements, a connu, après un recul significatif en 2011, une nouvelle hausse en 2012 : ainsi, 256 dossiers ont été déposés, contre 224 l'année précédente, pour un montant total de 2 260 000€ d'allocations versées. De nouvelles mesures de simplification du dispositif d'activité partielle ont été présentées, reposant en particulier sur la suppression de l'autorisation administrative préalable

L'allocation partielle de longue durée offre aux salariés une meilleure indemnisation des heures de chômage et à l'employeur une prise en charge améliorée. En 2012, 42 conventions ont été conclues, soit un règlement total de 1 600 000€, nombre légèrement supérieur à celui de 2011 (38 conventions)

13 plans de sauvegarde ont été enregistrés pour l'année 2012 (12 plans en 2011), dont les mesures d'accompagnement ont favorisé la mise en œuvre et la montée en charge progressive du Contrat de Sécurisation Professionnelle visant à promouvoir un retour rapide à l'emploi



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

1. Soutien au développement économique durable et à l'emploi

Travail et emploi

4/4

Mesures pour l'emploi

- **Emplois d'avenir (EA)** : en Alsace, 19 800 jeunes sont potentiellement éligibles au dispositif des emplois d'avenir, c'est-à-dire des jeunes sortis sans diplôme de l'école ou peu qualifiés rencontrant de véritables difficultés d'accès à l'emploi. L'objectif régional est de conclure 1 979 contrats d'avenir d'ici fin 2013, soit 1 jeune sur 10 du public cible. Pour le Bas-Rhin, l'objectif est de 1160 contrats. Une large campagne d'information, de promotion et de mobilisation est menée auprès des collectivités territoriales et des employeurs du secteur non marchand et des acteurs socio-économiques du secteur marchand. Un travail de préparation a également été impulsé durant le dernier trimestre 2012 pour mobiliser les Missions Locales qui prescrivent les Emplois d'avenir auprès des bénéficiaires et Pôle Emploi qui recense les offres d'emploi et assure la mise en relation. Dès le mois de novembre 2012, les premiers contrats étaient signés dans le Bas-Rhin.
- **Contrats de Génération** : Le contrat de génération traite trois objectifs d'un même mouvement : l'insertion des jeunes, le maintien en emploi ou l'embauche des seniors et la transmission des compétences. Le contrat de génération permet ainsi d'associer l'expérience d'un salarié senior à la motivation d'un jeune qui recherche un emploi. Il porte ainsi un changement de regard : regarder les jeunes comme une chance et comme un investissement pour l'entreprise, et reconnaître la valeur des salariés âgés, riches d'une expérience précieuse pour toute organisation. Un projet d'accord intergénérationnel, fruit d'un travail d'anticipation et de collaboration avec les services de l'Etat, a été initié dès 2012 par l'entreprise Réseau GDS portant sur l'embauche de 6 jeunes en Contrat de génération sur 3 ans.
- **Conventions Promotion de l'Emploi** : 36 conventions ont été signées pour un montant de 396 214€

Contrats aidés : contrats uniques d'insertion (CUI)

L'objectif annuel de conclusion de Contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) de 5 149 contrats a été atteint à 98% dans le Bas-Rhin : 5 044 contrats conclus, dont 1 496 CAE cofinancés avec le Conseil général. Concernant le Contrat Initiative Emploi (CIE), l'objectif de 816 contrats à conclure a été dépassé : 1 027 CIE ont été conclus soit 126% de l'objectif à atteindre, dont 224 étaient cofinancés. Les seniors représentent 23,1% des bénéficiaires et les personnes reconnues travailleurs handicapés 10,7%

Maisons de l'emploi (MDE)

Le Bas-Rhin consomme 54% de l'enveloppe régionale des crédits affectés aux MDE. Sa répartition en 2012 a conduit à une baisse de 20% au niveau départemental, et les MDE de Molsheim et de Saverne ont subi une plus forte baisse que celle de Strasbourg, les obligeant à redéfinir leurs plans d'action. Deux actions-phares :

- **Moissons de l'emploi** (Saverne, Molsheim, Haguenau) : action de communication avec la presse ciblant les entreprises de moins de 50 salariés, et créant un effet de levier sur l'alimentation d'une base de données (offres d'emploi, de stage, d'apprentissage)
- **Forum inversé** (Molsheim) : préparant et accompagnant les seniors par des étudiants d'une école de communication à accueillir sur leur stand des chefs d'entreprises, favorisant leur recrutement (38% ont retrouvé un emploi, 34% ont obtenu un entretien d'embauche, 13% ont débuté une formation, 6% ont démarré une création-reprise d'entreprise et 9% ont élaboré un nouveau projet professionnel)



Rapport d'activité 2012 des services de l'État devant le Conseil général du Bas-Rhin

Partie 2 Cohésion sociale et soutien à la citoyenneté

Culture

Enseignement scolaire

Santé

Solidarité, insertion et égalité des chances

Sport, jeunesse et vie associative

Ville et logement



Principaux objectifs nationaux des politiques publiques en 2012

2. Cohésion sociale et soutien à la citoyenneté

Culture

- ▶ *Accroître l'accès du public au patrimoine national*
- ▶ *Inciter à l'innovation et à la diversité de la création*
- ▶ *Améliorer l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur*
- ▶ *Favoriser un accès équitable à la culture notamment grâce au développement de l'éducation artistique et culturelle*

Enseignement scolaire

- ▶ *Conduire tous les élèves à la maîtrise des compétences de base exigibles au terme de la scolarité primaire*
- ▶ *Conduire le maximum d'élèves aux niveaux de compétences attendues en fin de scolarité et à l'obtention des diplômes correspondants*
- ▶ *Assurer un enseignement général, technologique et professionnel conduisant à la réussite scolaire et à une bonne insertion sociale et professionnelle*

Santé

- ▶ *Améliorer l'état de santé de la population et réduire les inégalités territoriales et sociales de santé*

Solidarité, insertion et égalité des chances

- ▶ *Améliorer l'accès à l'emploi et l'autonomie financière des bénéficiaires du RSA*
- ▶ *Garantir aux adultes vulnérables une protection juridique adaptée à leurs besoins*
- ▶ *Accroître l'effectivité et la qualité des décisions prises au sein des MDPH*

Sport, jeunesse et vie associative

- ▶ *Accroître la pratique sportive, notamment au sein des clubs, en apportant une attention particulière aux publics prioritaires*
- ▶ *Conforter le rang de la France parmi les grandes nations sportives*
- ▶ *Améliorer la capacité des expérimentations à préfigurer des politiques de jeunesse innovantes*

Ville et logement

- ▶ *Mieux répartir les logements sociaux au sein des agglomérations*
- ▶ *Améliorer la qualité et l'efficacité de l'offre de services pour les personnes les plus vulnérables*
- ▶ *Favoriser l'insertion par le logement des personnes en grande difficulté*



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

Patrimoine

- **Urbanisme et patrimoine** : lancement de l'étude portant sur la révision-extension du PSMV du Secteur Sauvegardé de Strasbourg dans le cadre de la convention de partenariat et de financement État/CUS signée en septembre 2012
- **Monuments historiques** : poursuite du travail de contrôle scientifique et technique sur les édifices protégés, avec une attention plus particulière portée au bilan sanitaire de la Cathédrale de Strasbourg dont l'ACMH (Pierre-Yves Caillault) désigné fin 2011a élaboré le plan de gestion pour les années 2012 à 2019. En 2012, 148 permis de construire et autorisations de travaux sur monuments historiques ont été délivrés
- **Architecture et cadre de vie** : lancement et mise en place, tout au long de l'année 2012, du projet d'amélioration des Autorisations de Travaux en Espaces Protégés (ATEP) en collaboration avec l'administration centrale et l'Inspection. Celui-ci doit notamment déboucher sur la mise en ligne de fiches conseils communes aux 2 départements d'Alsace (application à l'automne 2013)

Actions en faveur des publics spécifiques

Renouvellement des conventions triennales concernant les dispositifs Culture/Justice et Culture/Santé :

- consolidation du soutien aux projets et développement du réseau de référents culturels parmi les personnels de détention et de santé (formations et sensibilisation à l'intervention)
- extension des dispositifs à la Police Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) et au champ médico-social, en concertation avec les collectivités
- réalisation d'un état des lieux sur les actions culturelles menées dans les structures spécialisées pour l'accueil des personnes handicapées

Éducation artistique et culturelle

Priorité donnée à l'éducation artistique et culturelle dans la ligne des préconisations de la Directive nationale d'orientation du ministère de la culture et de la communication pour 2012 avec notamment la poursuite du soutien au Groupement d'intérêt public

Action Culturelle en Milieu Scolaire d'Alsace (GIP ACMISA) à hauteur de 125 00 €, de la mise en œuvre de la politique d'éducation artistique et culturelle en concertation avec Strasbourg en vue d'une convention de partenariat pour la période 2013-2016 et la poursuite du soutien aux services éducatifs des structures culturelles conventionnées

Principaux acteurs

DRAC – Direction régionale des affaires culturelles d'Alsace
STAP – Service territorial de l'architecture et du patrimoine



Rapport d'activité
 des services de l'État
 devant le Conseil général
 du Bas-Rhin - 2012

Création

- Organisation de 5 commissions d'experts (théâtre, danse, musique et arts plastiques) dans le cadre de l'instruction des demandes de subvention des équipes indépendantes
- Classification « art et essai » de 22 salles alsaciennes (sur un total de 32), dont une itinérante, pour un soutien global de 229 760 € en 2012
- Baisse de la fréquentation des salles d'environ 6% et recul du nombre de séances de cinéma organisées en plein air : 59 contre 79 en 2011 dans tout l'Alsace

Culture transfrontalière

Des contacts ont été développées avec les collectivités allemandes et suisses pour organiser des manifestations de part et d'autre du Rhin dans le cadre de la fête de la musique. La présentation de l'activité de grands acteurs culturels auprès des membres du forum Culture a été organisée : Haute école des arts du Rhin, portail culturel Scénik en particulier

Engagements financiers contractualisés

	Montant total des Autorisations d'Engagement	Taux d'exécution	Montant total de la participation du Ministère de la Culture	Équipements liés à la culture	Soutien aux formations contribuant au rayonnement européen de Strasbourg	Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) de Strasbourg
Contrat triennal 2012-2014 « Strasbourg, capitale européenne »	13,765 M€	62,92 %	26,4 M€	10,56 M€	2,841 M€	0,416 M€
Contrat de projets État/Région 2007-2013	9,78 M€	72,46 %	13,5 M€	-	-	-



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

2. Cohésion sociale et soutien à la citoyenneté

Culture

3/3

Données humaines (DRAC, STAP67 et STAP68)

ETP 2011	85,3	Effectif physique 2011	68,7
ETP 2012	85,3	Effectif physique 2012	70,4

Les chiffres du patrimoine en Alsace (et dans le Bas-Rhin)

Nombre de monuments protégés au titre des MH	1 404 dont 934 dans le Bas-Rhin
Nombre de musées de France	48 dont 24 dans le Bas-Rhin
Nombre d' objets protégés au titre des MH	4 761 dont 1 693 dans le Bas-Rhin
Nombre d' orgues protégées au titre des MH	179 dont 144 dans le Bas-Rhin
Nombre de Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP)	4 dont 1 dans le Bas-Rhin à Reichshoffen
Nombre d'Aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP)	1 en cours à Wangen (Bas-Rhin)
Nombre d' entités archéologiques :	10 310 (chiffre au 31/12/12)
Nombre de Villes et Pays d'Art et d'Histoire	3 (toutes situées dans le Haut-Rhin)
Nombre de secteurs sauvegardés	2 (Strasbourg et Colmar)
Nombre de permis de construire et autorisations de travaux MH délivrés par le DRAC	148



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

2. Cohésion sociale et soutien à la citoyenneté

Enseignement scolaire

1/2

Scolarisation

<i>Année 2010/2011</i>	Premier degré public	Collège public	Lycée public	Second degré privé
Nombre d'élèves	103 877	46 145	29 865	10 969
Établissements	908	103	55	27

<i>Année 2012/2013</i>	Premier degré public	Collège public	Lycée public	Second degré privé
Nombre d'élèves	98 450	46 160	29 475	11 062
Établissements	908	90	30	27

Égalité des chances

Le partenariat avec les services départementaux de l'Éducation Nationale est établi aux Contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) de Haguenau Bischwiller Kaltenhouse et à celui de la Communauté urbaine de Strasbourg, associant la Direction académique à leur évaluation et à leur renouvellement. En 2012/2013, 23 actions proposées par des établissements scolaires ont été financées. Les avenants aux CUCS des quartiers du Neuhof et de Cronembourg sont en cours de signature.

De plus, le pilotage du Contrat local d'accompagnement à la scolarité (CLAS) a permis, en 2012/2013, 236 actions concernant 1 985 élèves d'écoles élémentaires, 993 collégiens, 110 de lycéens

Les principaux acteurs
Rectorat de l'Académie de Strasbourg
DASEN – Direction académique des services de l'Éducation nationale du Bas-Rhin



PRÉFET DU BAS-RHIN

Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

2. Cohésion sociale et soutien à la citoyenneté

Enseignement scolaire

2/2

Scolarisation des enfants handicapés

- Ouverture de 2 Classes pour l'inclusion scolaire (CLIS) à Reichshoffen (école élémentaire François Grussenmeyer) et à Wittisheim
- Ouverture de 3 Unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS) à Sélestat (collège Jean Mentel), à Seltz (collège Charles de Gaulle), et à Strasbourg (collège Jean Monnet)
- Ouverture d'une ULIS lycée professionnel à Illkirch (lycée Gutenberg)
- 19 enseignants référents exercent leur mission de coordination du parcours de scolarisation en partenariat avec la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH)
- 359 Assistants de vie scolaire individuels (AVSI) ont accompagné les élèves en situation de handicap, et parmi eux, 260 Assistants d'éducation ont été recrutés, dont 210 par la Direction académique pour accompagner 350 élèves, et 50 par les collèges et lycées pour accompagner 95 élèves. De plus, 99 Contrats aidés (CUI) ont été recrutés par les collèges et les lycées pour accompagner 159 élèves
- À la fin de l'année 2012, on compte 23 établissements médico-sociaux, dont 16 ont finalisé et signé leurs projets, 5 sont en cours de finalisation et 2 en cours de rédaction en parallèle à 2 établissements hospitaliers

Scolarisation des élèves allophones arrivants et issus de familles itinérantes

Trois nouveaux dispositifs ont été ouverts en 2012 sur la Communauté urbaine de Strasbourg, aux collèges Foch et Kléber en septembre, au collège Louise Weiss en décembre. Par ailleurs, la Direction des services départementaux de l'Éducation Nationale a déployé quatre actions dans le cadre du Schéma départemental d'accueil des familles itinérantes :

- Identifier les établissements en charge des élèves issus de ces familles
- Formaliser un protocole simplifiant les modalités d'inscription
- Établir un plan d'accompagnement mobilisant les ressources propres aux établissements
- Permettre un recours au Centre académique pour la scolarisation des enfants allophones nouvellement arrivés et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs (CASNAV) pour les équipes pédagogiques

Lutte contre l'absentéisme

Financé en partie par des Fonds Interministériels pour la Prévention de la Délinquance (FIPD), le soutien aux dispositifs de prévention du décrochage scolaire a fait l'objet d'une attention particulière. Le réseau compte 7 sites :

- 4 classes (collèges Truffaut, Fustel de Coulanges de Strasbourg, Le Ried de Bischheim, Saut du Lièvre de Bischheim)
- 2 ateliers (Boussole au collège Lezay-Marnésia et Tremplin J au lycée Le Corbusier d'Illkirch)
- 1 internat (cité scolaire de la Haute-Bruche de Schirmeck) pour des séjours allant de 8 semaines à la durée de l'année scolaire

Ce réseau a accueilli 132 élèves en 2012 contre 101 en 2011



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

Protection de la santé

- **Avis sanitaire** : plus de 700 avis formulés suite à la consultation d'autres autorités administratives pour dont 160 avis pour des projets de décisions sur des études d'impact d'activité, d'installations, de travaux, d'équipements ou de produits sur la santé, et plus de 600 avis sur divers documents d'urbanisme
- **Veille sanitaire** : gestion des signaux et alertes « santé » et protection de la santé de la population :
 - 327 cas de maladies à déclaration obligatoire dans la région
 - Actualisation et élaboration de divers plans de secours (hivernal, canicule, iode, hydrocarbure et électro-secours) et 4 plans particuliers d'intervention (PPI)
 - Finalisation du plan de gestion de crise et élaboration du plan blanc élargi (PBE) et du plan de continuité de l'activité (PCA)

Santé environnementale

- 33 contrôles de captage d'eau potable
- 59 procédures engagées donnant lieu à la prise d'un arrêté d'insalubrité
- 29 contrôles de déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI) de laboratoire ou pharmacies
- 53 contrôles d'établissements médico-sociaux pour le risque de légionelles

Droits et protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques

<i>Hospitalisations sans consentement</i>	Arrêtés préfectoraux	Saisines du juge de la liberté et de la détention (JLD)	Expertises psychiatriques
Sur décision du représentant de l'État (SDRE)	744	166	60
Sur décision du directeur d'établissement (SDDE)	1478	-	-

Principaux acteurs
ARS – Agence régionale de santé d'Alsace
Préfecture – Préfecture du Bas-Rhin



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

Solidarité, insertion et égalité des chances

Égalité hommes / femmes

- **Accès aux droits, insertion, lutte contre les discriminations, égalité femmes/hommes (AILE)** : des ateliers, adossés à des permanences d'accueil, sont proposés sur plusieurs points d'accueil dans le département
- **Fonds de garantie à l'initiative des femmes (FGIF)** : mesure destinée à toute femme souhaitant créer, reprendre ou développer une entreprise, l'État se portant caution auprès de la banque. Avec 61 dossiers en 2012, le Bas-Rhin est le 3ème département en France pour sa mise en œuvre.
- **Contrat mixité des emplois** : aide financière pour les entreprises embauchant des femmes à des postes majoritairement occupés par les hommes, les forment ou améliorent leurs conditions de travail. L'entreprise TRW à Ingwiller a ainsi formé plusieurs femmes à des postes très techniques en atelier

Handicap et dépendance

En 2012, un « point d'étape » critique a permis de se focaliser sur la synergie entre les services de l'État et leurs partenaires afin :

- d'améliorer la présence en Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées
- de réaliser une cartographie du processus d'attribution de l'allocation
- de construire une étude diagnostique de traitement des dossiers

Femmes victimes de violences

- Mise en œuvre du dispositif du téléphone portable d'alerte, initié par M. Poirret, Procureur de la République de Strasbourg, et destiné à des femmes en très grand danger (20 téléphones dans le département) avec le soutien du Conseil Général
- Accueil de jour départemental pour les femmes victimes de violence et leurs enfants, par l'association SOS Femmes Solidarité qui a été retenue par le Ministère des droits des femmes, à compter du 3 décembre 2012

Principaux acteurs

DDCS – Direction départementale de la cohésion sociale du Bas-Rhin
DRJSCS – Direction régionale de la jeunesse, du sport et de la cohésion sociale d'Alsace
Préfecture de région – Délégation régionale au droit des femmes et à l'égalité d'Alsace



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

2. Cohésion sociale et soutien à la citoyenneté

Solidarité, insertion et égalité des chances

2/2

Actions en faveur des familles vulnérables

- **Tutelles** : 74 mandataires, gèrent 1 397 mesures de protection pour un coût de 550 000 € et 6 associations gèrent 3 416 mesures de protection pour un coût de 2 093 445€
- **Protection de l'enfance** : 25 dossiers de pupilles ont été examinés lors de 10 conseils de famille et 6 pupilles ont été confiés à des familles en vue de l'adoption
- **Réseau d'écoute et d'appui des parents (REAAP)** : 17 associations ont été financées pour un montant de 46 656€, 5 associations gèrent pour un montant de 40 000€ les questions de médiation familiale, 6 établissements ont été financés pour un montant de 50 840€ pour du conseil conjugal et familial

Prévention de l'exclusion et insertion de personnes vulnérables

- **Dispositif d'accueil, d'hébergement et d'insertion** : 147 places d'urgence, 218 places de stabilisation, 594 places en Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), 100 logements dans le cadre du développement de l'intermédiaire locative et 40 places créées en maisons-relais
- **Plan hiver 2012-2013** : élaboration d'un Projet Territorial de Sortie de l'Hiver (PTSH) pour mettre fin à la gestion saisonnière de l'hébergement d'urgence, en lien avec la Ville de Strasbourg et le Conseil Général. Ce dispositif prévoit un nombre maximum de 332 places d'hébergement dont 230 mobilisées progressivement depuis fin octobre et 45 places en accueil de nuit
- **Commission départementale d'aide sociale (CDAS)** : 5 réunions en 2012 où 368 dossiers ont été traités

Bilan du Service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO) : hébergement

Nombre de demandes reçues	1 466 (soit 2 424 personnes)
Situation administrative des demandeurs	69% droit commun, 17% avec titre de séjour de moins d'un an, 14% sans titre permettant une insertion vers le logement
Origine des demandeurs	94% CUS (dont 86% Ville de Strasbourg) 5% département, 1% hors département
Orientations demandées	1er choix (906 demandes) pour un CHRS 2e choix (333 demandes) pour un logement d'insertion ou autonome
Places proposées	609 places toutes structures confondues 195 entrées effectives soit un demandeur sur trois

Sport, jeunesse et vie associative



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

Vie associative

La Création du conseil départemental de la jeunesse, des sports et la vie association (arrêté en date du 1er juin 2011), a permis de réunir la formation spécialisée chargée de donner un avis sur les demandes d'agrément jeunesse-éducation populaire. 25 associations ont ainsi obtenu cet agrément en 2011

Un accompagnement spécifique d'associations sportives a permis de faire émerger des projets d'accueil de personnes handicapées et des projets de développement de la pratique sportive dans le quartier du Neuhof.

Sports

- **Sous-commission départementale d'homologation des enceintes sportives:** elle est compétente pour les équipements sportifs accueillant plus de 3000 personnes en plein air ou plus de 500 personnes en équipement couvert sont concernés. Ont ainsi été homologuées par le Préfet le centre sportif intercommunal de Sélestat et l' « Espace La Forêt » de Gries

- **Mission d'information, de prévention et de contrôle auprès des acteurs du sport :** 83 établissements d'APS ont été contrôlés en 2012. Ces visites ont permis de relever principalement des défauts d'affichage obligatoire et des absences de cartes professionnelles chez les éducateurs sportifs diplômés. Aucun établissement n'a fait l'objet d'une fermeture

- **Centre national de développement du sport (CNDS) :** 1 732 300 € d'aides attribués aux associations sportives et comités départementaux du Bas-Rhin. Elles ont porté principalement sur : le soutien aux projets de développement sportif (1 485 450 €), l'accompagnement éducatif sportif (215 350 €), l'aide aux emplois sportifs pour personnes en situation de handicap (36 000 €), ainsi que pour 17 projets d'équipements sportifs (1 148 350 €)

Accueils collectifs éducatifs de mineurs (ACEM)

Un accompagnement et un conseil aux organisateurs et directeurs d'accueil collectifs éducatifs de mineurs, pour l'accueil d'enfants et de jeunes en situation de handicap est assuré par l'Etat. Par ailleurs, 119 contrôles ont été menés en 2012. Des exemples d'actions :

- collaboration et aide financière à un deuxième forum organisé par l'Espace Ressources de la Jeunesse au Plein Air (JPA 67)
- 8 projets au titre de la qualité éducative des ACEM soutenus financièrement autour de 4 axes (éco-responsabilité, enfants et jeunes en situation de handicap, nouveaux accueils de qualité, lecture)
- **Eco responsable à loisirs :** des actions de développement de l'éco-responsabilité soutenues dans 541 Accueils de Loisirs (enfants-jeunes), 432 Accueils avec hébergement et 56 accueils de scoutisme déclarés, ayant nécessité 37 subventions de Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FonJEP) pour les postes d'animateurs socio-éducatifs associatifs concernés

Principaux acteurs

DDCS – Direction départementale de la cohésion sociale du Bas-Rhin
DRJSCS – Direction régionale de la jeunesse, du sport et de la cohésion sociale d'Alsace



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

1/3

Egalité entre les territoires

Conformément à l'objectif du Président de la République de faire de l'égalité républicaine entre les territoires une priorité de l'action de l'Etat, une réforme de l'action conduite au bénéfice des quartiers défavorisés a été engagée par le Gouvernement.

Dans ce contexte, la mise en œuvre d'une nouvelle étape de la politique de la ville a été annoncée lors du conseil des ministres du 22 août 2012 puis a fait l'objet d'une vaste concertation nationale « Quartiers, engageons le changement » associant, entre octobre 2012 et janvier 2013, sous la responsabilité du ministre délégué à la ville, l'ensemble des partenaires de l'Etat.

Sur la base des propositions issues de la concertation et s'appuyant sur l'ensemble des travaux d'évaluation conduits ces dernières années, les grands axes de cette nouvelle étape de la refonte de la politique de la ville visent à renforcer tout à la fois la lisibilité, la cohérence et l'efficacité de cette politique publique.

Politique de la ville

- **Contrats urbains de cohésion sociale (CUCS)** : en 2012 les crédits s'élèvent à 1 412 957€ (hors Projets de réussite éducative). Les thématiques prioritaires sont : l'éducation (41,15% de l'enveloppe), l'emploi (16,20%), la prévention de la délinquance (13,76%) et la santé (5,17%)
- **Fonds interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD)** : 28 dossiers durant l'année 2012 pour un total de 454 990 €
- **Programme de réussite éducative (PRE)** : 645 200 K€ dont 466 200 K€ attribués à la Ville de Strasbourg ont été versés pour ce programme, ainsi que 180 K€ dans le cadre du CUCS Haguenau-Bischwiller-Kaltenhouse (HBK)
- Création de 2 Zones de Sécurité Prioritaire (ZSP) dans le quartier du Neuhof et celui de Cronembourg à Strasbourg
- Labellisation de 10 cordées de la réussite financées par l'ACSé pour un montant de 46 500€ . Elles ont permis de faire suivre 3 200 élèves par environ 215 tuteurs et étudiants de l'enseignement supérieur

Principaux acteurs

DDCS – Direction départementale de la cohésion sociale du Bas-Rhin

DDT – Direction départementale des territoires du Bas-Rhin

Préfecture – Sous-préfet chargé de mission politique de la ville auprès du préfet du Bas-Rhin

Avec le concours de ...

ANRU – Agence nationale du renouvellement urbain

DREAL – Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

2/3

Logement social

- 111 700 logements sociaux en Alsace, 62 400 dans le Bas-Rhin, 33 800 à Strasbourg
- 1 836 logements sociaux financés sur le territoire du Bas-Rhin (704 PLAI, 966 PLUS et 166 PLS) dont :
460 sur le territoire de compétence du CG67 (107 PLAI, 303 PLUS, 50 PLS) pour un montant global de 7,71 M€
dont 1,59 M€ sur le territoire de compétence du CG67
- **Fonds d'aménagement urbain (FAU)** : 3 dossiers financés sur le territoire de la CUS pour un montant de 337 379 €
- 9 conventions d'utilité sociales signées avec des bailleurs sociaux ayant leur siège dans le Bas-Rhin
- **Aides à la pierre** : renouvellement sur la période 2013-2017 des conventions de délégation de compétences des aides à la pierre pour 3 délégataires sur 4 en Alsace : le Conseil Général du Bas-Rhin, le Conseil Général du Haut-Rhin, la Communauté d'agglomération de Mulhouse (M2A)

Logement privé

- 687 logements financés sur le Bas-Rhin (524 sur le territoire de compétence du CG67) dont 215 au titre du programme « Habiter mieux » pour un montant global de 7,061 M€

Accès au logement

- Dispositif transitoire pour les ménages repérés par le Services intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO): 40 places (dont 20 issues de la transformation de 10 places d'urgence et 10 places de stabilisation) vont être mises à disposition du SIAO pour des ménages en attente de logement et maintenus dans des structures de manière inadéquate, évitant ainsi de bloquer inutilement des places d'hébergement d'urgence
- Le Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) : une étude a été financée dans le cadre des orientations du PDALPD sur le maintien dans le logement ou en hébergement des seniors en difficulté financière dans le département, présentée aux membres du comité de pilotage du PDALPD
- Dispositif spécifique pour ménages régularisés : l'offre existante pour une trentaine de ménages issus généralement de la demande d'asile va être accrue de 25 mesures permettant un accompagnement en termes d'accès aux droits et d'insertion notamment professionnelle
- Un nouvel Accord Collectif Départemental (ACD) est mis en place depuis les réunions de travail et le comité de pilotage du 24 octobre 2012 qui en ont défini les principales orientations, dont la conclusion reste conditionnée par la signature des conventions de réservation préfectorales



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

2. Cohésion sociale et soutien à la citoyenneté

Ville et Logement

Logement

3/3

Bilan Accord collectif départemental (ACD)	2012	2011
Nombre de demandes reçues	2 216	1 592
Nombre de demandes validées	1 534	1 273
Nombre de relogements	983 dont 544 État et 165 au titre du DALO 200 CUS, 74 CG	814 dont 603 État et 120 au titre du DALO 180 CUS, 31 CG

Bilan Droit au logement opposable (DALO)	2012	2011
Demandes déposées		
Logement	432	413
Hébergement	54	35
Total	486	448

Demandes traitées		
Logement	105	72
Refus par le candidat ou sans réponse	60	48
Total	165	120

Demandes reconnues prioritaires		
Logement	131	126
Hébergement	26	54
Total	157	180



Rapport d'activité 2012 des services de l'État devant le Conseil général du Bas-Rhin

Partie 3 Fonctions régaliennes

Administration générale et territoriale de l'État

Sécurité

Sécurité civile

Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation

Immigration, asile et intégration

Justice

Contrôle et exploitation aériens



Principaux objectifs nationaux des politiques publiques en 2012

3. Fonctions régaliennes

Administration générale et territoriale de l'Etat

- ▶ Améliorer la prévention dans le domaine de la sécurité nationale
- ▶ Optimiser les conditions de délivrance de titres fiables et l'efficacité des services de délivrance de titres

Sécurité

- ▶ Réduire l'insécurité
- ▶ Renforcer l'efficacité dans la lutte contre l'insécurité routière
- ▶ Améliorer le taux d'élucidation des crimes et délits

Sécurité civile

- ▶ Obtenir un potentiel d'activités et d'engagement opérationnels maximal des Unités d'Instruction et d'Intervention de la Sécurité Civile (UIISC)
- ▶ Assurer l'efficacité en milieux difficiles des opérations de secours aux personnes en hélicoptères en maîtrisant leur coût
- ▶ Obtenir une capacité opérationnelle maximale des moyens nationaux
- ▶ Optimiser la coordination de la mise en oeuvre des opérations de maîtrise des feux de forêts
- ▶ Harmoniser les moyens des services départementaux d'incendie et de secours

Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation

- ▶ Sensibiliser chaque classe d'âge à l'esprit de défense par une JAPD de qualité et pour un coût maîtrisé
- ▶ Liquider les dossiers avec la meilleure efficacité et qualité possible

Immigration, asile et intégration

- ▶ Réduire les délais de traitement de la demande d'asile
- ▶ Améliorer les conditions d'accueil et d'intégration des étrangers

Justice

- ▶ Rendre des décisions de qualité dans des délais raisonnables en matière civile
- ▶ Amplifier et diversifier la réponse pénale et améliorer l'exécution des décisions pénales
- ▶ Développer les aménagements de peine
- ▶ Optimiser la prise en charge des mineurs délinquants

Contrôle et exploitation aériens

- ▶ Maîtriser l'équilibre recettes/dépenses et l'endettement du budget annexe. Améliorer l'efficacité économique
- ▶ Assurer un haut niveau de sécurité de la navigation aérienne et de l'aviation civile
- ▶ Maîtriser l'impact environnemental du trafic aérien
- ▶ Répondre aux besoins du secteur aéronautique en actions de formation



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

3. Fonctions régaliennes

Administration générale et territoriale de l'État

1/2

Les chiffres des permis de conduire

	2009	2010	2011	2012
Nombre de permis de conduire nationaux délivrés	37 679	36 668	37 659	39 285
Nombre de permis de conduire internationaux délivrés	2 594	2 583	3 219	3 227
Nombre de suspensions administratives pour alcoolémies	1 245	1 325	1 421	1 461
Nombre de suspensions administratives pour excès de vitesse	224	233	425	586
Nombre de suspensions administratives pour usage de stupéfiants	177	326	346	440
Nombre d'annulations pour défaut de points	1 298	948	797	977

Les chiffres d'immatriculation des véhicules

	2009	2010	2011	2012
Véhicules d'occasion	115 620	121 064	129 933	122 152
Véhicules neufs	42 530	40 092	43 125	39 961
Total	158 150	161 156	173 058	162 113

Les chiffres de délivrance de titres d'identité

	2009	2010	2011	2012
Nombre de cartes nationales d'identités délivrées (CNI)	110 391	106 340	105 923	86 420
Nombre de passeports délivrés	41 947	42 695	48 542	52 722
Nombre de titres d'identités totaux délivrés	152 338	149 035	154 375	139 142



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

3. Fonctions régaliennes

Administration générale et territoriale de l'État

2/2

Statut des corporations

Le Conseil constitutionnel a rendu, le 30 novembre 2012, une décision mettant fin à l'obligation d'affiliation aux corporations et censurant les articles 100f et 100s alinéa 3 du code local des professions. Le préfet, autorité administrative supérieure des corporations de métiers du Bas-Rhin, a participé aux réflexions engagées par la Chambre des métiers avec l'ensemble des corporations afin de modifier leurs statuts de manière à les rendre conformes à cette décision

Les chiffres des manifestations sportives

	Décisions	Dossiers	Réunions
Manifestations sportives soumises à déclaration	279	-	-
Manifestations sportives soumises à autorisation	171	25	8
Total	450	25	8

Autorisations d'aménagement commercial (CDAC)

	2010	2011	2012
Dossiers examinés	21	12	17
Nombre de séances	9	6	7



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

Prévention de la délinquance

- L'étude des indicateurs de la délinquance met en évidence une dynamique de hausse dans le Bas-Rhin qui se poursuit en 2012
- La délinquance constatée dans le Bas-Rhin a été marquée par une double tendance en 2012 : d'une part, en s'inscrivant dans le mouvement statistique national, d'autre part, subissant des effets d'un cycle opérationnel propre à l'Alsace par nature très exposée aux phénomènes de délinquance itinérante.
- Après la période de baisse statistique de vols commis sur la voie publique, entre novembre 2011 et mars 2012, le territoire a connu une augmentation progressive de ces délits, puis de cambriolages, à compter du printemps 2012, depuis l'apparition de nouvelles populations délinquantes et itinérantes inconnues jusque-là de la police et de la gendarmerie, moins structurées et agissant de façon plus dispersée.

Zones de Sécurité Prioritaires (ZSP)

- Afin de prévenir et réprimer la délinquance, le Ministre de l'Intérieur a décidé en juillet 2012 la mise en place de Zones de Sécurité Prioritaires (ZSP) dans le Bas-Rhin, au sein de la première vague de déploiement lancée en septembre 2012 dans le Neuhof, et dans la seconde à la Meinau, annoncée en novembre 2012, en reposant l'action sur une stratégie équilibrée entre prévention et sécurisation
- Des outils de financement en faveur des ZSP ont été mobilisés et se sont traduits par l'abondement de 100 000 € de l'enveloppe départementale 2013 du Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) qui a permis de financer prioritairement des actions destinées aux jeunes et aux parents

Sécurité des professionnels victimes de délinquance

Plusieurs conventions ont été signées dans le Bas-Rhin : 7 conventions de sécurisation des centres commerciaux, une convention avec les professionnels de santé et 4 conventions visant à lutter contre les vols de métaux

Les principaux acteurs

Sous-préfets – Sous préfets d'arrondissements et Directeur de cabinet du préfet
DDSP – Direction départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin
GGD – Groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin
DDPAF – Direction départementale de la police aux frontières du Bas-Rhin
DIPJ – Direction interrégionale de police judiciaire de Strasbourg
DRRI – Direction régionale du renseignement intérieur d'Alsace



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

Plan Départemental d'Actions de Sécurité Routière du Bas-Rhin (PDASR)

Ce plan a permis l'émergence de 120 actions préventives et éducatives dans le département, portées par 48 partenaires (collectivités, associations, entreprises) et le financement de 60 projets pour un montant de 89 682,16€. Entre autres, la journée de sensibilisation à la sécurité routière, le 12 avril 2012, dans le cadre du programme pluriannuel de sensibilisation aux risques routiers des lycéens bas-rhinois et de la convention triennale signée avec les services départementaux de l'Éducation nationale

Campagnes de sensibilisation

Deux actions de communication ont été menées en 2012 :

- 4ème campagne de sensibilisation sur la sécurité des personnels de chantier, «Je travaille pour vous, attention à moi »,
- 2ème campagne de sensibilisation au maintien de la propreté des routes, « Non aux routes dépotoirs »



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

3. Fonctions régaliennes

Sécurité civile

Permanences de sécurité civile

Dans le cadre de cette permanence opérationnelle des services de l'Etat, 29 événements ont été gérés en 2012

- 7 vigilances inondation
- 5 vigilances météo
- 3 épisodes de pollution aux particules
- 1 toxi-infection alimentaire collective (TIAC) sur un bateau de croisière

Information préventive

- 67 dossiers communaux de porter à connaissance
- 3 dossier communaux de mise à jour
- 22 avis relatifs aux Installations classées pour la protection de l'environnement ICPE
- Avis pour les feux d'artifices communaux, spectacles pyrotechniques, dépôts d'explosifs

Établissements recevant du public (ERP)

Finalisée en 2012, la nouvelle doctrine de suivi des avis défavorables en matière d'établissements recevant du public (ERP) a permis de faire baisser le nombre d'avis défavorables à l'échelle départementale, passant de 1 052 au 01/01/2011 à 946 au 31/12/2012, ainsi que la durée des avis défavorables, grâce au travail collaboratif engagé avec les maires et les exploitants

Principaux acteurs

Préfecture – Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile (SIRACEDPC) et Sous-Préfets d'arrondissement

SDIS – Service départemental d'incendie et de secours du Bas-Rhin

Avec le concours de ...

PN/GN – Police et gendarmerie Nationale

SAMU – Service d'aide médicale urgente du Bas-Rhin

DREAL – Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace

DDT – Direction départementale des territoires du Bas-Rhin

Communes et EPCI – Maires et présidents d'EPCI



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

3. Fonctions régaliennes

Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation

Centenaire de la Grande Guerre

Le groupement d'intérêt public "Mission du Centenaire de la Première Guerre Mondiale 1914-2014" a engagé la conception et l'organisation du programme commémoratif de la Première Guerre Mondiale, sur la base d'un rapport rédigé par Monsieur Joseph Zimet (Rapport ZIMET), qui institue notamment un label national "Centenaire".

Le Préfet de la région Alsace, préfet du Bas-Rhin a installé le 19 septembre 2012 un comité de pilotage départemental qui associe les collectivités territoriales, le monde combattant et de nombreux experts. Ce comité qui s'est déjà réuni trois fois, a pour objectifs :

- d'identifier et de soutenir les projets les plus remarquables,
- de coordonner les actions commémoratives locales,
- de relayer l'information nationale.



Le comité départemental du centenaire a validé, sur proposition de groupes de travail, la proposition de neuf projets pour l'obtention d'un label national (sur 30 demandes et plus d'une centaine de dossiers portés à la connaissance du comité ou du conseil régional). Ces neuf projets ont été labellisés

Mémoire

- Concours des Petits Artistes de la Mémoire, destiné aux écoles primaires : le 1er Prix National a été attribué à l'école des Tanneurs de Barr.
- Concours National de la Résistance et de la Déportation dans les collèges et lycées
- Collecte à l'échelle départementale de l'Oeuvre National du Bleuets de France

Reconnaissance

- Délivrance de 791 cartes et titres donnant droit à réparation et retraite
- Attribution de 55 cartes d'invalidité et de 27 cartes européennes de stationnement
- Traitement de 72 dossiers de retraite du combattant
- 140 000 € ont été versées aux ressortissants, veuves et compagnes

Principaux acteurs

ONAC – Service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre du Bas-Rhin
Sous-préfecture de Molsheim



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

3. Fonctions régaliennes

Immigration, asile et intégration

1/2

Immigration

- La loi du 31 décembre 2012, relative à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées, instaure le régime de la « retenue » en lieu et place des gardes-à-vue dans le cadre de procédures d'éloignement visant des étrangers en situation irrégulière
- Par la circulaire du 6 juillet 2012, relative à l'assignation à résidence des familles avec des enfants mineurs, proscrit le placement en rétention de familles en présence d'enfants mineurs et impose le recours systématique à la solution alternative de l'assignation à résidence.

Asile

Le nombre de demandeurs d'asile s'établit en 2012 à 1 450 (contre 1 110 en 2011)

Naturalisations

- Baisse de 28% des dossiers de naturalisation par décret
- Baisse de 33% des dossiers de naturalisation par mariage

<i>Naturalisations</i>	Dossiers de nationalisation par décret	Naturalisation par décret	Dossiers de naturalisation par mariage	Naturalisation par mariage	Total
2012	742	837	325	379	1 216
2011	1 307	2 171	485	318	2 490

Les principaux acteurs
 DDCS – Direction départementale de la cohésion sociale du Bas-Rhin
 Préfecture – Direction de l'immigration
Avec le concours de ...
 DDPAF – Direction départementale de la police aux frontières du Bas-Rhin



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

3. Fonctions régaliennes

Immigration, asile et intégration

2/2

Titres de séjour

- Hausse de 2% par rapport à 2011 de la délivrance de titres
- Les nationalités les plus représentées : 12 651 titres ont été délivrés à des étrangers d'origine Turcs, 5 873 à des Marocains, 4 689 à des Algériens et 1 632 à des Allemands
- 80 000 personnes ont été accueillies dans les services préfectoraux, soit une moyenne de 322 personnes par jour ouvrable (soit environ 2 000 visites de moins qu'en 2011)

<i>Séjour</i>	Détenteurs de titres de séjour	Titres délivrés	Documents de circulation pour mineurs (TIR et DCEM)	Titres de voyage pour réfugiés	Autorisations provisoires
2012	43 081	17 650	2 430	1 700	1 080
2011	46 318	17 300	-	-	800

Mesures d'éloignement

1 273 mesures d'éloignements ont été prononcées au cours de l'année 2012

<i>Eloignement</i>	Éloignements effectifs
Volontaires aidés	171
Retours contraints	412
Total	583



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

3. Fonctions régaliennes Justice

Protection judiciaire de la jeunesse

- Création de la Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse d'Alsace (DTPJJ) au 1^{er} janvier 2012 et élaboration du projet territorial Alsace articulé autour de trois entrées institutionnelles (PJJ, Conseils généraux, juridictions).
- Elaboration d'un schéma territorial de placement au pénal autour des établissements de placement éducatif, des foyers d'action éducative, des centres éducatifs renforcés et des centres éducatifs fermés (secteur public et secteur associatif) afin de fluidifier et accompagner les parcours de placement des mineurs
- Mise en œuvre d'instances de complémentarité avec les Conseils généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin : instances stratégiques CG/justice de pilotage des schémas de protection de l'enfance, fiche de liaison pour l'amélioration des parcours des mineurs, régulation mensuelle
- Développement du partenariat en matière d'insertion sociale et professionnelle (Education nationale, Conseil régional) aux fins d'intégration des mineurs
- Réalisation de l'action « parcours du Goût » adossé au salon professionnel « Vins et Saveurs » action nationale réunissant 200 jeunes et professionnels autour d'un concours culinaire parrainé par M.HAEBERLIN, chef de l'Auberge de l'III

Bilan d'activité

- **Placement** : 144 décisions de placement au titre de l'ordonnance de 1945 pour 116 mineurs
- **Milieu ouvert** : 3800 décisions de prise en charge en milieu ouvert pour 2127 mineurs
- **Investigations** : 509 mesures d'enquêtes de personnalité dont 231 mesures judiciaires d'investigations (167 mesures au titre de l'enfance en danger / 64 mesures au titre de l'ordonnance du 2 février 1945)

Les principaux acteurs

DTPJJ – Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Alsace



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

3. Fonctions régaliennes

Contrôle et exploitation aériens

Attractivité de l'Aéroport international de Strasbourg-Entzheim

Afin de rendre l'aéroport de Strasbourg-Entzheim plus attractif auprès des compagnies, une baisse de la taxe d'aéroport a été décidée : l'arrêté du 31 juillet 2012 fixe son taux à 7€, contre 12€ auparavant, et il est applicable depuis le 1er août 2012

<i>Activité de l'aéroport</i>	2011	2012	Variation
Nombre de mouvements	25 056	25 277	+ 0,9 %
Nombre de passagers	1 080 000	1 166 000	+ 8,0 %

Contrôle de la circulation aérienne

Les contrôleurs de Strasbourg-Entzheim effectuent le contrôle :

- d'approche et terminal pour Strasbourg-Entzheim
- d'approche pour Karlsruhe-Baden et Lahr
- du trafic dans les espaces inférieurs à l'ouest de Strasbourg (et comprenant une bonne partie de la Lorraine)

La construction de la nouvelle tour de contrôle et de son bloc technique entrent dans leur phase « gros oeuvre »

Sécurité de l'aviation civile

- Approbation du plan de servitudes aéronautiques de Strasbourg-Entzheim le 28 août 2012
- 61 contrôles techniques d'exploitation, effectués de manière inopinée, ont eu lieu à Strasbourg-Entzheim sur des appareils français et étrangers

Ingénierie aéroportuaire

Etudes de faisabilité relatives à l'optimisation et à la mutualisation des biens immobiliers du domaine public sur l'aéroport de Strasbourg-Entzheim, dans le cadre du schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'Etat : projet valorisation de la « cité de l'Air » à Entzheim, dont l'objectif est d'accueillir les militaires de la Gendarmerie des transports aériens et leurs familles

Principaux acteurs

DGAC / DSAC-NE – Direction de la sécurité de l'aviation civile nord-est
DGAC / SNA-NE – Service de la navigation aérienne nord-est
GTA – Gendarmerie des transports aériens



Rapport d'activité 2012 des services de l'État devant le Conseil général du Bas-Rhin

Partie 4 Réforme et modernisation de l'Etat

Administration territoriale de l'État



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2012

4. Réforme et modernisation de l'État

Administration territoriale de l'État

Modernisation de l'action publique

Engagés dans la modernisation et l'innovation, les services et opérateurs de l'État au niveau régional et départemental contribuent à simplifier les démarches administratives et renforcer l'efficacité de leur action. De nature interministérielle, cette modernisation se décline ainsi :

Objectif 1 : Améliorer la coordination interministérielle au niveau territorial

Objectif 2 : Organiser l'action territoriale de l'État autour de projets et d'engagements concrets de services publics

Objectif 3 : Poursuivre une politique de ressources humaines qui facilite la mobilité entre les fonctions publiques

La modernisation de l'action publique est inscrite comme l'un des objectifs du **Projet d'action stratégique de l'État** (PASE) en région Alsace

Label Marianne



Depuis juin 2012, la Préfecture et les sous-préfectures ainsi que les Directions départementales interministérielles (territoires, cohésion sociale, protection des populations) sont labellisées et respectent les 14 engagements de service du Label Marianne, affirmant la volonté des services de l'État, de niveau régional et départemental, de simplifier et améliorer les démarches de leurs usagers (particuliers, collectivités, associations, entreprises). Ce label est délivré pour une durée de 3 ans, durant lesquels des audits sont menés par un organisme indépendant

Ces engagements de services se déclinent également dans les services et opérateurs régionaux de l'État (DRFiP, Rectorat, DASEN, ARS, DRAC, DRAAF, DREAL, DIRECCTE, DRJSCS).

Mutualisations

Depuis 2011, les services de l'État dans le département mettent en œuvre un Schéma régional de mutualisations qui définit des projets de mutualisations inter-services dans les domaines suivants : ressources humaines, finances, logistique, achats et marchés publics, communication, archives, études. Des exemples d'actions engagées :

- Mutualisation du traitement des archives dans les services de l'État, avec l'appui des archives départementales du Bas-Rhin
- Mutualisation de la gestion des actifs immobiliers de l'État
- Mutualisation des compétences d'achat et de marchés publics